

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

17 JUILLET 1953.

PROJET DE LOI

relatif à l'abandon par l'Etat de certaines créances
nées en raison de circonstances se rattachant
à la guerre.

PROJET

TRANSMIS PAR LE SENAT (1).

Article premier.

Sans préjudice de l'application de l'article 4 ne seront
plus recouvrées les sommes payées indûment en vertu des
dispositions légales ou réglementaires visées ci-après :

a) la loi du 7 septembre 1939 allouant une rémunération
aux familles des militaires présents sous les drapeaux et
ses arrêtés d'exécution jusques et y compris celui du 17
novembre 1945;

b) l'arrêté-loi du 17 juillet 1941, instituant un régime
provisoire de l'indemnité de milice pour les territoires non
occupés par l'ennemi, modifié par l'arrêté-loi du 4 août
1943; l'arrêté ministériel du 20 décembre 1941, fixant le
taux des indemnités de milice aux ayants droit résidant en
territoire non occupé par l'ennemi à l'exception du Congo
Belge;

c) l'arrêté du 29 mars 1941 réglant les droits des offi-
ciers, militaires de carrière appointés, ouvriers salariés et
de leurs ayants droit, et les arrêtés subséquents qui l'ont
modifié et complété;

— l'arrêté du 25 avril 1942 relatif à la situation des
militaires soldés, prisonniers de guerre et son arrêté d'exé-
cution du 8 août 1942;

— l'arrêté du 20 avril 1942 relatif à l'octroi d'un congé

(1) Voir :

Documents du Sénat :

382 : Projet de loi.

443 : Rapport.

Annales du Sénat :

16 juillet 1953.

17 Juli 1953.

WETSONTWERP

betreffende het prijsgeven door de Staat van
sommige schuldvorderingen ontstaan wegens
omstandigheden in verband met de oorlog.

ONTWERP

OVERGEMAAKT DOOR DE SENAAT (1).

Eerste artikel.

Onverminderd de toepassing van artikel 4 worden niet
meer teruggevorderd de sommen die onverschuldigd wer-
den uitbetaald krachtens de hierna aangehaalde wettelijke
of reglementaire bepalingen :

a) de wet van 7 September 1939 waarbij een vergoe-
ding wordt toegekend aan de gezinnen van onder de
wapens verblijvende militairen, en haar uitvoeringsbeslui-
ten tot en met dit van 7 November 1945;

b) de besluitwet van 17 Juli 1941, houdende inrichting
van een voorlopig regime van militevergoeding voor de
niet door de vijand bezette gebieden, gewijzigd bij de
besluitwet van 4 Augustus 1943; het ministerieel besluit
van 20 December 1941, tot vaststelling van het bedrag der
militevergoedingen aan de rechthebbenden, die in een niet
door de vijand bezet gebied, met uitzondering van Bel-
gisch-Congo verblijven;

c) het besluit van 29 Maart 1941 tot regeling van de
rechten der officieren, weddetrekkende beroepsmilitairen,
loontrekkende arbeiders en hun rechthebbenden, en de
nakomende besluiten waarbij het werd gewijzigd en aan-
gevuld;

— het besluit van 25 April 1942 betreffende de toe-
stand van de soldijtrekkende militairen, krijgsgevangenen
en zijn uitvoeringsbesluit van 8 Augustus 1942;

— het besluit van 20 April 1942 betreffende het ver-

(1) Zie :

Stukken van de Senaat :

382 : Wetsontwerp.

443 : Verslag.

Handelingen van de Senaat :

16 Juli 1953.

de repos aux prisonniers de guerre rapatriés et son arrêté d'exécution du 8 août 1942;

— l'arrêté du 15 mai 1942 réglant les droits des volontaires de carrière soldés;

— l'arrêté du 8 août 1942 relatif aux avances sur traitement aux ayants droit des militaires de rang subalterne, miliciens, rappelés ou maintenus sous les drapeaux, admis au régime du traitement, et les arrêtés subséquents qui l'ont modifié et complété;

— les arrêtés des 4 et 15 novembre 1943 réglant respectivement la situation des ayants droit des officiers de l'active et de la réserve, des militaires de rang subalterne de l'active, des ouvriers salariés décédés par suite de faits de guerre et celle des ayants droit des militaires de rang subalterne de la réserve décédés ou disparus par suite de faits de guerre modifiés par l'arrêté du Régent du 27 décembre 1944;

d) l'arrêté-loi du 27 octobre 1939 relatif aux rétributions du personnel mobilisé appartenant à l'Etat, aux provinces, aux communes, aux services concédés et établissements publics ou d'intérêt public et, en général, à toute les administrations subordonnées, modifié par l'arrêté-loi du 25 novembre 1939;

e) l'arrêté du 4 décembre 1940 coordonnant les dispositions fixant la situation pécuniaire des agents démobilisés et des agents qui, pour des motifs légitimes dus à la guerre, ont interrompu leurs fonctions et appartenant au personnel de l'Etat, des provinces, des communes et des établissements ou institutions y assimilées, modifié par les arrêtés des 31 mai 1941 et 7 avril 1943;

f) l'arrêté des Ministres réunis en Conseil du 18 mai 1943 approuvant le règlement déterminant les droits des officiers et militaires subalternes aux diverses allocations et prestations, et l'instruction relative au remboursement des frais de voyage et de séjour exposés pour rejoindre les forces belges en Grande-Bretagne ainsi qu'au paiement des rappels de solde, traitement et indemnités;

— l'arrêté du Régent du 17 septembre 1945 approuvant le règlement déterminant les droits des officiers et militaires subalternes incorporés à la R. A. F./V. R. (section belge), aux unités de commandos et de parachutistes, aux diverses allocations et prestations.

Art. 2.

§ 1^{er}. — Sans préjudice à l'application de l'article 4, ne seront plus recouvrées les sommes qui, sans manœuvres frauduleuses ou déclarations sciemment fausses ou incomplètes des bénéficiaires, leur ont été payées indûment par l'Etat, en vertu des dispositions légales ou réglementaires visées ci-après :

a) l'arrêté du Régent du 14 décembre 1945 réglant l'octroi d'une indemnité en faveur des ayants droit de militaires soldés de l'armée belge et les arrêtés subséquents qui l'ont modifié et complété;

b) l'arrêté du Régent n° 1856bis du 15 février 1946 accordant des avances sur traitements ou salaires aux ayants droit des militaires et ouvriers salariés des établissements militaires, prisonniers de guerre non encore rapatriés, et les arrêtés subséquents qui l'ont modifié et complété;

— l'arrêté du 15 mai 1942 réglant les droits des volontaires de carrière soldés;

— l'arrêté du 8 août 1942 relatif aux avances sur traitement aux ayants droit des militaires de rang subalterne, miliciens, rappelés ou maintenus sous les drapeaux, admis au régime du traitement, et les arrêtés subséquents qui l'ont modifié et complété;

— les arrêtés des 4 et 15 novembre 1943 réglant respectivement la situation des ayants droit des officiers de l'active et de la réserve, des militaires de rang subalterne de l'active, des ouvriers salariés décédés par suite de faits de guerre et celle des ayants droit des militaires de rang subalterne de la réserve décédés ou disparus par suite de faits de guerre modifiés par l'arrêté du Régent du 27 décembre 1944;

d) de l'arrêté-loi du 27 octobre 1939 relatif aux rétributions du personnel mobilisé appartenant à l'Etat, aux provinces, aux communes, aux services concédés et établissements publics ou d'intérêt public et, en général, à toute les administrations subordonnées, modifié par l'arrêté-loi du 25 novembre 1939;

e) l'arrêté du 4 décembre 1940 coordonnant les dispositions fixant la situation pécuniaire des agents démobilisés et des agents qui, pour des motifs légitimes dus à la guerre, ont interrompu leurs fonctions et appartenant au personnel de l'Etat, des provinces, des communes et des établissements ou institutions y assimilées, modifié par les arrêtés des 31 mai 1941 et 7 avril 1943;

f) l'arrêté des Ministres réunis en Conseil du 18 mai 1943 approuvant le règlement déterminant les droits des officiers et militaires subalternes aux diverses allocations et prestations, et l'instruction relative au remboursement des frais de voyage et de séjour exposés pour rejoindre les forces belges en Grande-Bretagne ainsi qu'au paiement des rappels de solde, traitement et indemnités;

— l'arrêté du Régent du 17 septembre 1945 approuvant le règlement déterminant les droits des officiers et militaires subalternes incorporés à la R. A. F./V. R. (section belge), aux unités de commandos et de parachutistes, aux diverses allocations et prestations.

Art. 2.

§ 1. — Onverminderd de toepassing van artikel 4 zullen niet worden teruggevorderd, de sommen die zonder bedrieglijke handelingen of wetens valse of onvolledige verklaringen der begunstigten, hun door de Staat onverschuldigd werden uitbetaald krachtens de hiernavermelde wettelijke of reglementaire bepalingen :

a) het besluit van de Regent van 14 December 1945 waarbij het verlenen wordt geregeld van de vergoeding ten gunste van de rechthebbenden van soldijtrekkende militairen van het Belgisch leger, en de nakomende besluiten waarbij het werd gewijzigd en aangevuld;

b) het besluit van de Regent n° 1856bis van 15 Februari 1946 tot verlening van voorschotten op wedden of lonen aan rechthebbenden van militairen en loontrekkende arbeiders der militaire instellingen, nog niet gerepatrieerde krijgsgevangenen, en de nakomende besluiten waarbij het werd gewijzigd en aangevuld;

— l'arrêté du Régent n° 1857bis du 15 février 1946 accordant une allocation compensatoire aux ayants droit des militaires et ouvriers salariés des établissements militaires décédés par suite de faits de guerre, complété par l'arrêté royal du 23 octobre 1950;

— l'arrêté du Régent du 30 septembre 1946 accordant un congé de repos aux prisonniers de guerre rapatriés à partir du 15 février 1946, modifié par l'arrêté du Régent du 17 juin 1947;

c) l'arrêté du Régent du 27 avril 1945 réglant la situation des agents de l'Etat qui ont interrompu leurs fonctions pour des motifs légitimes dus à la guerre, modifié par l'arrêté du Régent du 24 juin 1949;

— l'arrêté du Régent du 14 décembre 1946 réglant les paiements à effectuer aux ayants droit des agents de l'Etat décédés ou non encore rentrés au pays par le fait de la guerre;

— l'arrêté-loi du 27 février 1947 réglant les paiements à effectuer aux ayants droit des personnes rétribuées par l'Etat décédées ou non encore rentrées au pays par le fait de la guerre et dont les rétributions sont fixées par la loi;

d) l'avis du Ministre de la Défense Nationale du 11 décembre 1944, publié au *Moniteur Belge* du 21 décembre 1944 et l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 attribuant des allocations mensuelles aux ayants droit de fusillés et de prisonniers politiques décédés;

— l'arrêté-loi du 18 mai 1945 accordant une allocation de rapatriement aux déportés rapatriés;

— l'arrêté-loi du 25 avril 1945 accordant aux prisonniers politiques rapatriés une allocation d'aide immédiate;

— l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 accordant à certains prisonniers politiques libérés avant le 15 septembre 1944, une triple allocation de 2.500 francs;

— l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 accordant à certains prisonniers politiques rapatriés une nouvelle allocation mensuelle;

— l'arrêté-loi du 25 septembre 1946 accordant aux prisonniers politiques, dans l'impossibilité de pourvoir à leur existence, par suite d'invalidité ou de maladie, une allocation mensuelle.

e) la législation relative aux pensions militaires, aux pensions de réparation et aux pensions de victimes civiles de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit, pour autant que les sommes payées indûment se rapportent à la période écoulée du 26 août 1939 au 14 juin 1949.

§ 2. — De même, ne seront plus recouvrées les sommes qui, sans manœuvres frauduleuses ou déclarations sciemment fausses ou incomplètes des bénéficiaires ont été payées indûment avant le 27 juin 1949, à titre d'avances sur traitement ou d'avances sur pension, aux agents de renseignements et d'action et aux personnes considérées comme telles ainsi qu'à leurs ayants droit.

§ 3. — Lorsque les paiements indus visés par le présent article, résultent de manœuvres frauduleuses ou de déclarations sciemment fausses ou incomplètes, la répétition en

— het besluit van de Regent n° 1857bis van 15 Februari 1946 tot verlening van een compensatievergoeding aan de rechthebbenden van militairen en loontrekkende arbeiders der militaire instellingen overleden ingevolge oorlogshandelingen, aangevuld bij het Koninklijk besluit van 23 Oktober 1950;

— het besluit van de Regent van 30 September 1946 waarbij een rustverlof wordt verleend aan de van 15 Februari af gerepatrieerde krijgsgevangenen, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 17 Juni 1947;

c) het besluit van de Regent van 27 April 1945 tot regeling van de toestand der Staatsbeambten die hun dienst hebben onderbroken wegens aan de oorlog te wijten wet-tige redenen, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 24 Juni 1949;

— het besluit van de Regent van 14 December 1946 tot regeling van de te verrichten uitbetalingen aan de rechthebbenden van overleden of nog niet wegens de oorlog naar het land teruggekeerde Staatsbeambten;

— de besluitwet van 27 Februari 1947 tot regeling van de te verrichten betalingen aan de rechthebbenden van de door de Staat bezoldigde overleden of wegens de oorlog nog niet naar het land teruggekeerde personen en wier bezoldiging bij de wet is vastgesteld;

d) het bericht van de Minister van Landsverdediging van 11 December 1944 verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 21 December 1944 en de besluitwet van 19 September 1945 tot toekenning van maandelijksse toelagen aan de rechthebbenden van gefusilleerde en van onverleden politieke gevangenen;

— de besluitwet van 18 Mei 1945 tot verlening van een repatriëringstoelage aan de gerepatrieerde gedeporteerden;

— de besluitwet van 25 April 1945 betreffende het verlenen van een onmiddellijke hulp aan de gerepatrieerde politieke gevangenen;

— de besluitwet van 19 September 1945 betreffende het verlenen van een drievoudige toelage van 2.500 frank aan zekere politieke gevangenen in vrijheid gesteld vóór 15 September 1944;

— de besluitwet van 19 September 1945 betreffende het verlenen van een nieuwe maandelijksse toeslag aan zekere gerepatrieerde politieke gevangenen;

— de besluitwet van 25 September 1946 aan de politieke gevangenen die, tengevolge van invaliditeit of ziekte, in de onmogelijkheid verkeren om in hun onderhoud te voorzien, een maandelijksse vergoeding toekennend.

e) De wetgeving betreffende de militaire pensioenen, de vergoedingspensioenen en de pensioenen van burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918 en van de oorlog 1940-1945 en van hun rechthebbenden, voor zover de onverschuldigd betaalde sommen betrekking hebben op de periode verstreken van 26 Augustus 1939 tot 14 Juni 1949.

§ 2. — Zullen insgelijks niet meer worden teruggevorderd de sommen die zonder bedrieglijke handelingen of wetens valse of onvolledige verklaringen vóór 27 Juni 1949 onverschuldigd werden gestort bij wijze van voorschotten op wedde of van voorschotten op pensioen, aan de inlichtings- en actieagenten en aan de personen die als zodanig worden aangezien, alsmede aan hun rechthebbenden.

§ 3. — Wanneer de onverschuldigde betalingen, bedoeld in dit artikel, voortvloeien uit bedrieglijke handelingen of wetens valse of onvolledige verklaringen,

est poursuivie durant trente ans à dater du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle le paiement a été effectué.

Art. 3.

§ 1^{er}. — Sans préjudice de l'application de l'article 4, de même ne seront plus recouvrées :

a) les avances payées à titre de secours aux ayants droit des agents des services publics et des membres du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes adoptées et adoptables qui se trouvaient dans un pays allié pendant la guerre, en vertu de l'article 7 de l'arrêté du 4 décembre 1940 coordonnant les dispositions fixant la situation pécuniaire des agents démobilisés et des agents qui, pour des motifs légitimes dus à la guerre, ont interrompu leurs fonctions, modifié par les arrêtés des 31 mai 1941 et 7 avril 1943;

b) les avances payées aux ayants droit des militaires qui se trouvaient dans un pays allié pendant la guerre, en vertu de l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du 29 mars 1941, réglant les droits des officiers, militaires de carrière appointés, ouvriers salariés et leurs ayants droit et des arrêtés subséquents qui l'ont modifié et complété;

c) les sommes restant dues par les agents de l'Etat, les militaires de carrière et les membres du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes soumises à l'inspection de l'Etat qui ont été astreints pendant la guerre au travail obligatoire en Allemagne ou par les ayants droit de ces personnes, sur le compte final établi pour chacun d'eux, conformément au règlement du régime d'aide qui les concernait pendant l'occupation du pays;

d) les sommes payées sous forme de secours, par les Ambassades ou Consulats belges à des militaires en activité de service, à des agents des services publics et à des membres du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes adoptées et adoptables ayant séjourné ou ayant été internés en pays étrangers;

e) les avances payées en vertu de l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du 29 mars 1941, aux ayants droit d'officiers, prisonniers de guerre, lorsque le montant cumulé des dites avances et de la solde de camp due en vertu des conventions internationales, est supérieur au traitement qui leur est dû pour la période de captivité;

f) les sommes payées sous forme de prêts consentis en vertu de l'arrêté-loi du 12 décembre 1940 constituant une caisse de prêts et avances aux réfugiés, complété par les arrêtés-lois du 27 février et du 4 décembre 1941 ainsi que par l'arrêté-loi du 28 mai 1942 constituant une caisse belge de prêts et d'épargne;

1^o aux ayants droit des personnes se trouvant en Belgique ou en territoire contrôlé par l'ennemi lorsque ces personnes ont perçu un traitement ou une pension à l'intervention de l'Etat, de la Régie des Télégraphes et des Téléphones, de la Société Nationale des Chemins de fer Belges, des provinces et des communes. La somme non recouvrée ne peut dépasser 24.200 francs par année de séjour en Grande-Bretagne pendant une période maximum de quatre ans postérieurement au 27 février 1941, les intérêts échus sur la somme non recouvrée n'étant pas dus.

2^o a) aux titulaires d'une pension de vieillesse, à con-

wordt de terugvordering er van voortgezet gedurende dertig jaar met ingang van 1 Januari van het jaar tijdens hetwelk de betaling geschiedde.

Art. 3.

§ 1. — Onverminderd de toepassing van artikel 4 zullen insgelijks niet meer worden teruggevorderd :

a) de voorschotten betaald als hulp aan rechthebbenden van beambten der openbare diensten en der leden van het onderwijzend personeel der lagere- en bewaarscholen, aangenomen en aanneembaar, die zich tijdens de oorlog in een geallieerd land bevonden, krachtens artikel 7 van het besluit van 4 December 1940 tot samenordering van de bepalingen waarbij de geldelijke toestand wordt vastgesteld der gedemobiliseerde beambten en der beambten die wegens aan de oorlog te wijten wettige redenen hun bediening hebben onderbroken, gewijzigd bij de besluiten van 31 Mei 1941 en 7 April 1943;

b) de voorschotten betaald aan de rechthebbenden der militairen die zich tijdens de oorlog in een geallieerd land bevonden, krachtens artikel 2, § 1, van het besluit van 29 Maart 1941, tot regeling van de rechten der officieren, weddetrekkende beroepsmilitairen, loontrekkende arbeiders en hun rechthebbenden en de nakomende besluiten waarbij het werd gewijzigd en aangevuld;

c) de sommen die verschuldigd blijven door de Staatsbeambten, de beroepsmilitairen en de leden van het onderwijzend personeel der lagere- en bewaarscholen onderworpen aan de Staatsinspectie, welke tijdens de oorlog werden gedwongen tot de verplichte tewerkstelling in Duitsland, of door de rechthebbenden van deze personen, op de eindrekening voor elk van hen vastgesteld, overeenkomstig het reglement van het hun betreffende hulpstelsel tijdens 's lands bezetting;

d) de sommen door de Belgische Ambassades of Consulaten betaald bij wijze van hulp aan militairen in actieve dienst, aan beambten der openbare diensten en aan de leden van het onderwijzend personeel der lagere- en bewaarscholen, aangenomen en aanneembaar, welke hebben verbleven of geïnterneerd werden in het buitenland;

e) de voorschotten betaald krachtens artikel 2, § 1, van het besluit van 29 Maart 1941, aan de rechthebbenden van officieren, krijgsgevangenen, wanneer het bedrag, gecumuleerd met genoemde voorschotten en met de kampsoldij verschuldigd krachtens internationale overeenkomsten groter is dan de wedde welke hun is verschuldigd voor de periode van gevangenschap;

f) de sommen betaald bij wijze van toegestane leningen krachtens de besluitwet van 12 December 1940 waarbij een kas van lening en voorschot aan vluchtelingen wordt opgericht, aangevuld door de besluitwetten van 27 Februari en 4 December 1941, alsmede door de besluitwet van 28 Mei 1942 tot instelling van een Belgische Lening- en Spaarkas.

1^o aan de rechthebbenden van personen die zich in België bevonden of in een door de vijand gecontroleerd gebied wanneer deze personen een wedde of een pensioen hebben getrokken door tussenkomst van de Staat, van het beheer van Telegraaf en Telefoon, van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, der provinciën en der gemeenten. De niet teruggevorderde som mag geen 24.200 frank per jaar verblijf in Groot-Brittannië gedurende een maximumperiode van vier jaar na 27 Februari 1941, te boven gaan, de vervallen interesten op de niet teruggevorderde sommen niet verschuldigd zijnde.

2^o a) aan de titularissen van een ouderdomspensioen

currence du montant des majorations de rentes auxquelles ils auraient eu droit s'ils étaient restés en Belgique;

b) aux titulaires d'une pension de la « Voorzorgskas der Visscherij », à concurrence des termes de pension offerts en garantie, sans pouvoir dépasser 2.400 francs par année de séjour en Grande-Bretagne pendant une période maximum de quatre ans postérieurement au 27 février 1941.

§ 2. — Pour l'application aux agents visés au § 1^{er}, littera a) des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, il sera tenu compte uniquement des montants qui ont servi de base à la liquidation du traitement pendant le séjour des intéressés en pays allié, sauf lorsque leur compte définitif se clôture par un solde créditeur qui reste à payer; dans ce cas, ce montant est soumis à l'impôt.

Art. 4.

Toute personne qui a bénéficié soit dans son chef, soit dans le chef d'un de ses ayants droit, d'un abandon de créances par application des articles 1^{er}, 2 et 3, § 1^{er}, a), b), c), d), e) inclus et § 2, ne peut plus obtenir pour la période d'application des lois et règlements visés à ces articles, le paiement de sommes dues en matière de rétributions et de pensions que dans la mesure où ces sommes dépassent le montant des créances abandonnées.

Art. 5.

Aucun recours n'est ouvert ni contre l'ordonnateur ni contre le comptable, responsables d'un paiement indû dont le recouvrement est abandonné en vertu de la présente loi.

Art. 6.

Il est mis fin à tous paiements qui devraient encore être faits en exécution des dispositions visées par l'article 2, d), de la présente loi.

Art. 7.

Les dispositions de la loi du 5 mars 1952 modifiant la loi du 15 mai 1846 sur la Comptabilité de l'Etat ne sont pas d'application aux créances visées par la présente loi.

Art. 8.

L'article 23 de la loi du 1^{er} juin 1949 maintenant certaines dispositions légales en vigueur nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix, est abrogé.

Bruxelles, le 16 juillet 1953.

Le Président du Sénat,

ten belope van het bedrag der renteverhogingen waarop zij recht zouden hebben gehad indien zij in België waren gebleven;

b) aan de titularissen van een pensioen van de « Voorzorgskas der Visscherij » ten belope der als waarborg aangeboden pensioentermijnen, zonder 2.400 frank per jaar verblijf in Groot-Brittannië gedurende een maximum-periode van vier jaar na 27 Februari 1941, te boven te gaan.

§ 2. — Voor de toepassing op de beambten bedoeld bij § 1, littera a) der samengeordende wetten betreffende de belastingen op het inkomen, zal alleen rekening worden gehouden met de bedragen die tot basis hebben gediend voor de uitbetaling van de wedde tijdens het verblijf van de belanghebbenden in een geallieerd land, behalve wanneer hun eindrekening met een nog te betalen batig saldo afsluit; in dit geval is dit bedrag aan de belasting onderworpen.

Art. 4.

Elke persoon die, hetzij in zijnen hoofde, hetzij in hoofde van een van zijn rechthebbenden, een schuldvorde-ringsafstand heeft genoten bij toepassing van de artikelen 1, 2 en 3, § 1, a), b), c), d), e) inbegrepen en § 2, kan voor de toepassingsperiode der bij deze artikelen bepaalde reglementen geen uitbetaling meer bekomen van de sommen die verschuldigd zijn inzake bezoldigingen en pensioenen dan voor zover deze sommen het bedrag der verzaakte schuldvorderingen te boven gaan.

Art. 5.

Geen enkel verhaal kan worden genomen noch op de ordonnateur, noch op de rekenplichtige die verantwoordelijk zijn voor een onverschuldigde betaling waarvan de terugvordering is prijsgegeven krachtens deze wet.

Art. 6.

Er wordt een einde gemaakt aan alle betalingen die nog zouden dienen gedaan ter uitvoering der bepalingen bedoeld bij artikel 2, d), van deze wet.

Art. 7.

De bepalingen van de wet van 5 Maart 1952 tot wijziging van de wet van 15 Mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit, zijn niet van toepassing op de bij deze wet bedoelde schuldvorderingen.

Art. 8.

Artikel 23 van de wet van 1 Juni 1949 waarbij sommige wettelijke bepalingen van kracht blijven niettegenstaande het leger op vredesvoet wordt gebracht, wordt ingetrokken.

Brussel, 16 Juli 1953.

De Voorzitter van de Senaat,

P. STRUYE.

Les Secrétaires,

De Secretarissen,

J. JESPERS,
G. CROMMEN.